

NATIONALISATIONS ET DEMOCRATIE

"Pas de véritables changements sans les nationalisations", "il faut un seuil minimum de nationalisations"... la propagande du PCF n'arrête pas de marteler ce thème des nationalisations, soi-disant condition indispensable et première à toute amélioration du sort de la classe ouvrière.

Néanmoins, de plus en plus nombreux sont les ouvriers qui ne mordent pas à cet hameçon rouillé. Voilà presque 100 ans que les réformistes préconisent cette solution miracle. Et l'appliquent sans résultat. Par exemple, c'est dès 1906 que furent nationalisés les Chemins de Fer de l'Ouest. Dès 1937, créée la S.N.C.F. Sans parler de la grande vague de la Libération, sous la direction conjointe des communistes et gaullistes : Renault, EDF, l'Aéronautique, les Mines, etc. Tant et si bien qu'aujourd'hui c'est plus des 3/4 du secteur financier qui commande tout, qui est aujourd'hui nationalisé¹. Ainsi que l'essentiel de la production d'énergie (électricité, gaz, houille, atome, pétrole), des transports, des communications. Et beaucoup d'autres entreprises encore qui dépendent plus ou moins entièrement de l'Etat.

On peut donc juger sur pièces. Et cela permet aux ouvriers qui y regardent à deux fois, que comprendre que toutes ces nationalisations n'ont rien apporté au prolétariat et, bien sûr, qu'elles n'ont rien à voir avec le socialisme². Comme ils disent : *"A Renault, l'ouvrier est toujours ouvrier"*.

Aussi faut-il enrober le vieil hameçon rouillé d'un appât supposé bien appétissant. Mettre le même vinaigre dans des tonneaux neufs pour essayer de faire croire qu'il s'agit de bon vin.

Le PCF croit avoir trouvé la recette en accouplant systématiquement le mot démocratique à celui de nationalisation. Voilà qui rassure la petite bourgeoisie : les cadres, ingénieurs et autres ne seront pas dirigés par la classe ouvrière. Voilà qui fait progressiste dans la bouche d'un vieux parti bureaucratique. Voilà qui permet aux révisionnistes de faire « moderne », de se rapprocher un peu plus encore de leurs compères de la CFDT et autres autogestionnaires.

Au fond, la CFDT avait depuis longtemps indiqué aux révisionnistes cette recette pour enrober les nationalisations d'un habit neuf. A savoir : *"Poser le -problème des nationalisations en termes qualitatifs"*³ ; ne pas se contenter seulement *"d'un changement de propriété, mais aussi de changer les rapports des travailleurs avec leurs patrons"* ; oui aux nationalisations à condition que *"les entreprises ne soient pas dépendantes de l'Etat. Il ne saurait y avoir confusion entre le pouvoir politique et le pouvoir économique"*. Ce langage, le PCF l'a repris, en particulier justement lors de sa rencontre avec la CFDT (déclaration du 7.11.77) : *"Les nationalisations doivent être liées à une démocratisation générale de toute la vie sociale. La marche au socialisme, le socialisme lui-même, c'est cela"*.

Ainsi, il y aurait aujourd'hui un nouveau type de nationalisation. Non plus « bureaucratique », « étatistes », « autoritaires », mais « démocratiques »⁴. *"Démocratiser l'économie"* serait le but. Les nationalisations ne seraient que le moyen qui permettrait de « porter un coup décisif aux monopoles capitalistes », de diminuer le pouvoir de l'Etat (« désétatiser »), de renforcer par là même celui des travailleurs. Eh bien, examinons un peu ce raisonnement : nationaliser pour affaiblir les monopoles, nationaliser pour ensuite démocratiser sur la base de « ce coup décisif » qui leur serait ainsi porté.

1- "Les nationalisations permettront de mettre en cause la domination des monopoles"

D'après les révisionnistes, les nationalisations de 1944-46 avaient déjà pour but de « briser le monopole capitaliste de production ». Aujourd'hui encore, même chanson. Il faut casser les reins des puissances d'argent.

¹ La Banque de France, les 4 plus grosses banques (BNP, Société Générale, Crédit Agricole et Crédit Lyonnais, la 2^{ème} banque mondiale), les 3 plus grosses compagnies d'assurance (UAP, GAN, AGF), les Caisses d'Epargne etc.

² Voir à ce sujet notre article de PLP N°6 « A nouveau sur les nationalisations », auquel nous recommandons au lecteur de se reporter.

³ CFDT Aujourd'hui N°24 – Spécial « Nationalisations ».

⁴ Voir aussi à ce sujet notre article de PLP N°13 « Le PCF et la démocratie dans l'entreprise ».

Tout le mal vient de ce qu'une minorité de capitalistes dirigent ces immenses trusts qui sont la richesse, la puissance du « pays ». Il faut, en nationalisant, passer de la propriété privée à la propriété collective. Ainsi, par cette appropriation collective, c'est l'intérêt général, national, qui sera au poste de commande, et non plus les intérêts d'un petit nombre qui « gaspillent », « ferment les usines », « investissent à l'étranger », etc. On passera de la « monarchie économique » (le pouvoir de quelques seigneurs industriels), à la démocratie économique. Mais qu'est-ce que cette appropriation collective en régime capitaliste ? (et le PCF ne nie pas que le régime restera capitaliste).

Chacun sait que la tendance naturelle et inéluctable du capitalisme est d'aller vers une production de plus en plus organisée, massive, concentrée. Ce qui nécessite la participation collective de travailleurs de plus en plus nombreux, dans des entreprises, trusts, monopoles de plus en plus vastes. C'est la collectivisation, la socialisation de la production. Le capitaliste individuel doit céder la place aux grandes sociétés par actions qui seules peuvent réunir les capitaux nécessaires. La propriété individuelle ou familiale devient la propriété collective de milliers d'actionnaires. Mais cela ne suffit. L'Etat, organisateur et représentant des intérêts collectifs de tous ces possédants, doit à son tour intervenir en leur nom de plus en plus. Prendre à sa charge (donc à « celle du peuple »), les secteurs où les investissements sont trop lourds par rapport aux profits, comme les transports, les usines, la sidérurgie, etc. Se développe ainsi une socialisation toujours accrue de la production : le capitalisme monopoliste d'Etat, qui est actuellement la forme dominante du capitalisme aussi bien en France, en Angleterre, Italie, etc.

Au 19^{ème} siècle, Engels disait déjà : « Quoi qu'il en soit, avec trust ou sans trust, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat prenne la direction de la production. La nécessité de la transformation en propriété d'Etat apparaît d'abord dans les grands organismes de communication : postes, télégraphes, chemins de fer »... et : « L'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne, pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés... plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires ».

Privé ou nationalisé, en régime capitaliste, le monopole reste un monopole. Qu'on accouple autant de fois que le voudront les révisionnistes le mot « démocratique » au mot nationalisation ne changera rien à l'affaire. En effet :

1. Les nationalisations renforcent les monopoles en concentrant au niveau de l'Etat des branches entières de l'économie qui, sans cela ne pourraient plus survivre. La nationalisation n'est alors qu'un apport de capitaux d'Etat pour renflouer ces trusts, un moyen commode pour la bourgeoisie capitaliste d'annuler ses dettes (sidérurgie, aéronautique, nucléaire, etc.).
2. Les nationalisations renforcent aussi les capitalistes en leur permettant de créer de nouveaux monopoles dans les secteurs où le taux de profit est meilleur. Ceci grâce aux généreuses indemnités que le contribuable verse à MM. les actionnaires pour les remercier d'avoir constitué leur fortune avec la sueur des ouvriers. Ainsi, par exemple, MM. Rothschild et Cie reçoivent toujours des dividendes de la SNCF (qu'elle soit en déficit ou pas : c'est tout bon). Grâce aux indemnités reçues en 1937 ils ont créé de puissants groupes financiers (Compagnie du Nord - PLM, etc.). Ainsi encore grâce à quelques 40 milliards d'indemnités, les actionnaires des Charbonnages fondent « L'Union des Mines-La Hénin ». Ce groupe fusionne en 1966 avec la Compagnie Financière de Suez (elle-même riche des milliards d'indemnités reçues pour la nationalisation du Canal de Suez) pour devenir le deuxième plus grand groupe industriel et financier de France. L'énorme trust CGE a été fondé par les actionnaires indemnisés lors de la création d'EDF en 1945, etc.

Aussi les révisionnistes doivent-ils essayer de persuader la classe ouvrière de la chose suivante : certes les nationalisations renforcent la concentration monopoliste. Certes, elles renforcent le système capitaliste tout entier au niveau économique. Certes elles créent de gigantesques appareils de production dont l'Etat sera le guide et le serviteur, certes elles servent "de vache à lait pour les monopoles privés"⁵. Eh bien, il est possible

⁵ L'Humanité, 25/10/1977

d'aller dans le sens contraire au niveau politique⁶. Il est possible d'éviter toutes les conséquences de cette concentration « économique » extraordinaire du capital par la déconcentration de l'Etat « politique ». *"Il faut désétatiser les sociétés nationales"*. Désétatiser : voilà le mot clef qui va permettre de concilier la concentration du capital avec l'accroissement de la *"démocratie économique"*. Nationaliser et désétatiser tout à la fois : une performance qui mérite qu'on s'y arrête.

2 - "Il faut que les nationalisations soient un moyen essentiel de lutter contre l'étatisme, la bureaucratie" (l'Humanité)

Par ces phrases, les révisionnistes essaient de rassurer ceux qui craignent à juste titre que le renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat ne se traduise par le renforcement de l'oppression sur les travailleurs.

Effectivement, l'Etat bourgeois devient propriétaire : le propriétaire collectif. Cela peut faire grincer tels ou tels capitalistes particuliers qui se voient dessaisir de certains pouvoirs au nom des intérêts d'ensemble du capitalisme. Il n'importe. Ces intérêts d'ensemble restent d'accélérer la concentration du capital sous l'égide de l'Etat et d'utiliser au mieux, de fusionner avec le Trésor Public. Ils sont d'éliminer entre eux des concurrences internes ruineuses (exemple Dassault et la SNIAS) afin de mieux affronter la concurrence étrangère. Ils sont d'éliminer certains profits « scandaleux » réalisés par certains capitalistes au détriment de tous les autres (comme c'est le cas pour la pharmacie et le logement par exemple, qui « alourdissent » les charges sociales et salaires qu'il faut payer aux ouvriers). Ils sont d'utiliser l'Etat, et tous les moyens politiques et militaires dont il dispose, pour obtenir des contrats juteux à l'étranger, etc.

Bref, en guise de *"démocratie économique"* il n'y a dans tout cela qu'un renforcement de l'Etat bourgeois. Il n'y a que la croissance désordonnée de la fusion de l'industrie, des finances, de l'Etat, en un gigantesque appareil unique. Appareil où, comme dans un organisme atteint par le développement des cellules cancéreuses, ne peut que croître une bureaucratie gigantesque, se constituer des milliers de rouages parasites sans lesquels le capitalisme ne pourrait fonctionner (puisqu'il ne peut s'appuyer sur l'initiative, la force, l'organisation des producteurs eux-mêmes qu'il doit au contraire encadrer, contrôler, réprimer dans tous les domaines de la vie sociale).

Prétendre, comme la CFDT, pouvoir nationaliser en régime capitaliste, sans que les entreprises soient sous le contrôle de l'Etat ; prétendre pouvoir séparer le *"pouvoir économique du pouvoir politique"*, c'est vraiment du rêve infantile petit-bourgeois. Le pouvoir politique n'est jamais autre chose qu'un « concentré », que l'expression du pouvoir économique. La nationalisation n'est pas autre chose que le fait que les capitalistes individuels doivent reconnaître, dans une certaine mesure, la socialisation croissante de la production. Comme autrefois, l'artisan, le petit producteur, a dû céder la place à la société anonyme par actions, cette société anonyme doit elle-même se fondre, fusionner avec l'Etat.

Ainsi disparaît la liberté du petit producteur, ainsi disparaît l'indépendance du capitaliste individuel, ainsi disparaît la démocratie bourgeoise face à la tendance monopolistique, la tendance à la réaction. La fusion des monopoles avec l'Etat n'a d'autre signification que celle-là : pour survivre, le capitalisme doit tout se subordonner ; organiser toute la production ; vaincre la concurrence ; subordonner à ses besoins l'ensemble de la vie sociale ; tout contrôler, uniformiser, polluer.

L'économie et le politique, c'est comme la chair et la peau ; c'est un tout. La socialisation de la production s'accompagne de l'étatisation. Cela est inéluctable. Les révisionnistes cherchent à se sortir de là en rejoignant les propositions d'autogestion de la CFDT (qu'ils critiquaient encore si violemment en mai 1968). CFDT, PCF, PS, etc. disent ensemble que la nationalisation doit permettre *"la participation des travailleurs à la marche des affaires"*, que *"l'outil de travail devienne la propriété effective des travailleurs et non celle de l'Etat ou de quelques technocrates"*.

D'un côté, la fusion des monopoles avec l'Etat. De l'autre, il faut les séparer ! Voilà les contradictions où s'emmêlent tous ces réformistes. Regardons-y d'un peu plus près.

⁶ C'est-à-dire au niveau des formes du pouvoir. Ce que le PCF appelle parfois la « démocratie économique » pour mieux semer la confusion entre la base économique du système (le capitalisme) et la forme utilisée par la bourgeoisie pour l'exercice de son pouvoir : la démocratie.

3 - "Autonomie de gestion", "Démocratie", "Bien-être"

Telles sont les formules par lesquelles le PCF prétend qu'il sera possible de s'opposer à l'étatisation. Que recouvrent-elles ? Les révisionnistes reprochent aux nationalisations actuelles de servir le secteur privé. Autrement dit, d'accorder des tarifs trop bas aux monopoles, des marchés juteux, bref d'être leur *"vache à lait"*. Par *"autonomie de gestion"* il n'entend pas autre chose que les entreprises nationalisées puissent se comporter comme n'importe quelle entreprise capitaliste, fixer leurs prix, conserver pour elles la plus-value pour l'employer à leur propre accumulation capitaliste. Il s'agit très exactement d'une autonomie de développement capitaliste, avec autofinancement, en fonction des intérêts de l'entreprise sur le marché capitaliste, des meilleurs taux de profit, etc.

La CFDT également préconise, comme tous les réformistes, de *"conserver le mécanisme des prix comme élément régulateur"*. Le PCF renchérit : *"nous voulons réhabiliter un marché aujourd'hui écrasé et perverti qui puisse assurer la liberté des choix et la vérité des prix"*⁷.

Mais qu'est-ce que la *"vérité des prix"* en régime capitaliste, sinon la concurrence qui permet au plus gros de vaincre ses concurrents plus petits et d'élargir toujours plus ses marges de profit ? Qu'est-ce que *"la liberté des choix"* sur un tel marché sinon la liberté pour les capitalistes d'investir là où les profits sont les meilleurs et la *"liberté"* pour les ouvriers de vendre leur force de travail à qui voudra bien l'acheter ?

Emportée par son élan, l'Humanité vend la mèche en prônant ouvertement cette liberté pour les capitalistes : *"nous voulons la liberté d'entreprendre pour les 310 000 sociétés existant en France... et pour les 1 400 000 entrepreneurs individuels... il faut partout libérer les initiatives aujourd'hui contrariées sous l'emprise des groupes monopolistes et de l'Etat à leur service"*⁸.

Voilà les révisionnistes qui se font les défenseurs ardents de la petite entreprise capitaliste, vestige du 19^{ème} siècle.

L'essentiel est bien que dans tout cela subsistent entièrement les lois de fonctionnement du capitalisme. Que les rapports de production capitalistes restent intacts, que l'impérialisme et l'exportation des capitaux, c'est-à-dire l'exploitation des peuples dominés reste également intact. Tout cela se développera même sous l'impulsion du PCF. L'Etat deviendra l'exploiteur direct de dizaines de millions d'ouvriers. Millions d'ouvriers qui continueront à être exploités et à travailler pour la bourgeoisie et ses centaines de milliers de fonctionnaires, cadres et larbins divers.

L'Etat et les monopoles doivent fusionner. C'est là une tendance inéluctable. La seule question qui se pose c'est : au profit de quelle classe ? La seule démocratie, c'est la suppression de tous les rapports capitalistes. C'est la démocratie fondée sur l'égalité réelle de tous devant le travail. C'est la suppression de l'exploitation d'hommes par d'autres hommes. On ne pourra parler de nationalisations démocratiques que lorsque les producteurs produiront pour eux-mêmes et non pour valoriser un capital, non pour entretenir des millions de bureaucrates, cadres dirigeants, managers et privilégiés divers des entreprises nationalisées, de l'appareil d'Etat.

Les réformistes opposent la « base » au « sommet », le pouvoir économique dans les entreprises au pouvoir politique de l'Etat, la démocratie à l'étatisation. Les révolutionnaires disent : que du bas jusqu'en haut, du moindre atelier jusqu'au gouvernement soit détruit le pouvoir de la bourgeoisie, soit instauré celui de la classe ouvrière. Nous ne voulons pas « désétatiser », mais nous voulons un état, une organisation des masses travailleuses qui élimine la classe bourgeoise. Nous voulons le socialisme, la reconnaissance complète que les producteurs seuls sont tout, et doivent être maîtres de tout. Ensuite, seulement, quand il n'y aura plus de classes, nous pourrons supprimer l'Etat.

4 - Nationalisations et socialisme

⁷ L'Humanité 03/11/1977

⁸ Et quant à la démocratie pour les travailleurs dans l'entreprise, nous avons montré ce qu'il en était dans notre article de PLP N°13

Les nationalisations, le développement du capitalisme monopoliste d'Etat, c'est, nous l'avons vu, la reconnaissance par la bourgeoisie elle-même du caractère social des forces productives. Reconnaissance que la production doit être organisée à l'échelle de la nation toute entière et nécessite la coopération, sous une direction unique, du travail de millions d'hommes. Mais reconnaissance limitée dans le cadre même des rapports capitalistes. Reconnaissance qui s'inscrit dans la continuation de la séparation capital - travail, exploiters - exploités. Reconnaissance qui tend simplement à remplacer le capitaliste individuel par l'organisation collective de la classe bourgeoise au sein du seul Etat national, chargé de tout diriger, tout régenter pour son compte (ce qui n'exclut pas bien sûr les conflits pour la répartition du gâteau).

Ainsi les ouvriers continuent à produire et la bourgeoisie à profiter, à se corrompre, à pourrir.

Le capitalisme monopoliste d'Etat n'apporte aucune solution aux contradictions du capitalisme. Mais il permet d'approcher la solution, car c'est la préparation matérielle la plus complète au socialisme. Car, plus le capitalisme est ainsi développé, socialisé, concentré en une organisation unique, plus les conditions sont mûres pour que les producteurs s'emparent de cette organisation et la transforment sans détour en leur organisation collective de producteurs. La voie à suivre devient évidente : que le prolétariat prenne le pouvoir ; puisque la production est sociale qu'il transforme également la propriété en propriété sociale, en propriété collective des producteurs réels. C'est-à-dire encore qu'il s'organise réellement en force dominante : qu'il crée ses comités, ou soviets, depuis les usines jusqu'au niveau gouvernemental, afin d'exercer réellement le pouvoir - qu'il brise, par là-même, l'Etat bourgeois et l'organisation de la bourgeoisie. Exerçant alors une propriété collective et unique, il peut abolir toutes les néfastes conséquences qui résultaient de l'existence des capitaux : abolir la production pour le profit, la concurrence des monopoles entre eux pour s'assurer les plus gros profits et l'hégémonie, le gaspillage et le désordre anarchique qui en résultait, les crises et la misère. Il peut organiser une production planifiée en fonction des besoins réels. Utiliser réellement toutes les forces productives (matérielles et humaines) que le capital refusait d'employer faute de profits à la mesure de son appétit, et développer ainsi le bien-être pour tous.

Tout cela, bien sûr, nécessite l'expropriation des capitalistes, sans indemnité, afin que les trusts, les monopoles soient remis au prolétariat. Tout cela nécessite donc de briser la machine militaire, policière, bureaucratique de l'Etat bourgeois, pour la remplacer par l'Etat nouveau du prolétariat, vraiment démocratique, sur la base de l'organisation directe des ouvriers en communes, comités, soviets, associant les masses travailleuses au sein de ces organisations à la gestion des affaires de l'Etat sous la direction du parti du prolétariat.

Sans cela, il n'est pas de nationalisations démocratiques. Mais les révisionnistes du PCF rêvent d'une voie pacifique au socialisme. Ils tentent de présenter les nationalisations comme le point de départ d'un progrès de la « démocratie ». Progrès qui serait ensuite continu et pacifique jusqu'au socialisme. Ils reprennent à leur compte tous les arguments de la CFDT sur la possibilité de "*contrôle ouvrier*", "*autogestion*" dans les entreprises, d'extension du "*pouvoir des travailleurs*" sans expropriation des capitalistes, destruction de leur puissance financière et de l'appareil d'Etat qui l'organise.

Cela manifeste, une fois de plus, leur tendance à fusionner complètement et sans détour avec le réformisme petit-bourgeois, avec tous ces radicaux, socialistes et autres qui ont déjà si souvent trahis la classe ouvrière en l'empêchant de faire la révolution au nom de la réforme. En présentant comme des divergences importantes avec le PS la question du nombre des nationalisations, les révisionnistes du PCF font un effort désespéré pour masquer l'essentiel : 10, 100, 1000 nationalisations ne changent rien à l'affaire. En essayant de nous faire croire que la démocratie pourrait se développer en même temps que le capital se concentre toujours plus aux mains de l'Etat bourgeois, ils veulent nous faire admettre que des palmiers pourraient pousser sur des icebergs.

Mais l'histoire suffit à montrer que le capitalisme au stade des monopoles n'a jamais engendré autre chose que des guerres, des Hitler, Mussolini et autres fascistes. Tels sont « les fruits de ses entrailles ». Tel est encore aujourd'hui le résultat de la restauration du capitalisme en URSS, bien que tout y soit nationalisé.

Non Messieurs les révisionnistes, décidément l'appât démocratique ne nous fera pas mordre à l'hameçon nationalisation. Nationalisez tant que vous voudrez : nous continuerons à lutter pour le renversement de ce qui sera toujours le capitalisme, et vous avec, qui serez les gérants fidèles et loyaux dans vos fauteuils de PDG, ministres, etc.